

De notre envoyée spéciale à Athènes

Comme un symbole. Mardi, les journalistes grecs étaient en grève. Sur l'écran de télé installé en contrebas du palais Maximou pour faire patienter la presse française, la chaîne publique grecque diffusait en direct l'arrivée à Athènes de François Hollande avec les honneurs militaires. Mais sans un mot : les micros sont coupés, les journalistes absents, à la veille de la nouvelle grande journée de grève prévue mercredi contre l'austérité.

François Hollande a fait comme si de rien n'était. Dans le hall du palais qui sert de résidence au premier ministre, aux côtés du conservateur Antonis Samaras, le président de la République a dit qu'il venait « *exprimer le soutien de la France et la confiance dans la politique menée depuis plusieurs mois* ». Il s'est dit convaincu qu'après avoir œuvré pour que la Grèce reste dans la zone euro, une « *nouvelle phase* » devait s'ouvrir, celle de « *la croissance* ». Mais pas question d'entendre par là un plan de relance : pour François Hollande, ce sont désormais les entreprises privées, notamment françaises, qui doivent prendre le relais. « *Il ne s'agit plus de la responsabilité des États. Les gouvernements ont fait leur devoir. Il s'agit désormais de la responsabilité des entreprises* », a-t-il affirmé.

« *Si je suis ici, c'est pour mobiliser les entreprises françaises* », a-t-il insisté à l'issue d'un entretien avec le premier ministre grec (voir la vidéo). Après le déjeuner avec les principaux responsables politiques du pays, le chef de l'État avait choisi de participer aux rencontres économiques franco-grecques organisées par le Medef et son équivalent grec, la Sev. Devant un parterre de chefs d'entreprise, le président a tout particulièrement insisté sur [le programme de privatisations lancé par la Grèce](#) à la demande de ses bailleurs de fonds (le FMI, la BCE et l'Union européenne, regroupés sous le label de Troïka) et qui doit rapporter 10 milliards d'euros d'ici 2015.

« *Sur le plan économique ou intellectuel, on peut être pour ou contre les privatisations, mais là n'est pas la question*, a lancé François Hollande. *Les entreprises françaises doivent y prendre toute leur part.* » Plus tôt dans la journée, le président, décidément passionné par le sujet - il l'a abordé trois fois en six heures -, avait déjà appelé les groupes hexagonaux à participer aux appels d'offres « *parce qu'ils ont une expérience du service public* ». Il a par exemple cité nommément le groupe Vinci pour les « *concessions autoroutières* ». Le vice-président de son conseil d'administration, [Yves-Thibault de Silguy](#), était le seul à être venu de Paris avec François Hollande et il participera dans les prochaines semaines à un groupe de travail franco-grec composé de dirigeants de grands groupes.

Selon une source proche des discussions, Alstom, déjà très présent en Grèce, est aussi intéressé par le programme de rénovation du réseau ferré ; Suez regarde de très près la privatisation future de la régie des eaux de Thessalonique et d'Athènes ; le sucrier français [Cristal union](#) pourrait postuler à la reprise du monopole public sur le sucre. La Caisse des dépôts (CDC) devrait aussi participer à la mise en place d'un fonds d'investissement grec. La France pourrait également prêter deux frégates à la Grèce pour l'aider à explorer d'éventuels gisements de pétrole et de gaz en mer Égée.

Rencontre avec le Pasok, mais pas Syriza

La semaine dernière, l'Élysée avait pourtant juré vouloir se démarquer de la chancelière allemande Angela Merkel, venue en octobre à Athènes avec une imposante délégation de chefs d'entreprise en quête de nouveaux contrats. « *Eux étaient venus voir Samaras en étant très prescriptifs sur ce qu'il devait faire* », plaide un conseiller français. L'Élysée insiste aussi pour rappeler que la France participe à la "task force" européenne qui doit contribuer à la réorganisation de l'État grec. « *On s'occupe de la réforme fiscale ou de l'instauration du secrétariat général du gouvernement... L'Allemagne, elle, travaille surtout dans l'aide aux collectivités et dans la santé - là où il y a des contrats !* » ironise un membre de la délégation française.

Mais si François Hollande est incontestablement moins ostentatoire, il est tout autant critiqué à sa gauche. Attac a dénoncé mardi « *le cynisme social et écologique* » du président français. « *L'austérité pour la Grèce (et la France), l'expérimentation des gaz de schistes pour l'Algérie, le pétrole pour la mer Égée, la sécurisation militaire de l'uranium pour l'Afrique, les ventes d'EPR et d'avions Rafale pour l'Inde : le changement, c'est pour quand ?* » s'interroge l'association dans un communiqué.

Sur le fond politique, Hollande n'a rien trouvé à redire aux plans d'austérité qui étranglent la Grèce - 27 % de chômage dont 60 % chez les moins de 25 ans, et une sixième année de récession ([lire notre article](#)). Le président français n'est certes pas venu demander « *plus d'efforts* » aux Grecs dont il a souligné plusieurs fois

les « souffrances », mais il ne défend pas non plus une autre politique. Il a affiché son soutien au premier ministre de droite, Antonis Samaras, à la tête d'une coalition regroupant deux autres formations, dont le parti socialiste Pasok.

« *Cher Antonis* », a-t-il lancé au lycée français d'Athènes devant les patrons des deux pays, avant de juger qu'il menait « *un travail courageux au nom de son pays mais aussi de l'Europe* ». Même sur l'épineux sujet de l'immigration, François Hollande n'a pas voulu se démarquer des propos de Samaras, qui a parlé, à ses côtés, de « *flux énormes d'immigration qui menacent l'Europe* » et d'une prochaine visite à Athènes de Manuel Valls.

Le président français a aussi profité de son court séjour à Athènes pour rencontrer le leader du Pasok, Evangelos Venizelos. Mais pas le chef de la coalition de gauche radicale Syriza. En mai dernier, de passage à Paris, Alexis Tsipras avait déjà échoué à le rencontrer et, un mois plus tard, François Hollande avait appelé les Grecs à voter pour les partis favorables aux plans d'austérité (*voir nos articles [ici](#) et [là](#)*).

Finalement, le séjour de François Hollande à Athènes n'aura fait que confirmer aux yeux des Grecs ce qu'ils savaient déjà. Alors que l'élection du socialiste français avait suscité un espoir dans un pays étranglé par la crise et les exigences de la Troïka, la visite du président français s'est déroulée mardi dans une relative indifférence. François Hollande a bien fait voter un pacte de croissance à Bruxelles, mais son ampleur - 120 milliards d'euros à se partager pour tous les pays - reste très limitée.

S'il a toujours bataillé pour que la Grèce reste dans la zone euro, y compris quand certains ministres importants d'Angela Merkel évoquaient ouvertement sa sortie, il a été incapable d'imposer d'autres remèdes à la crise grecque. Il n'a pas non plus pu entraver l'alliance entre la chancelière allemande et le Britannique David Cameron sur le budget européen d'austérité. La France, avec sa croissance quasi nulle et son déficit public supérieur à 3 % cette année, est loin d'être un modèle.

Lire aussi

- [Hollande visite une Grèce ravagée par trois ans d'austérité](#)
- [La Grèce est à vendre, à la découpe](#)
- [François Hollande et la Grèce: un exercice d'équilibriste](#)
- [La Grèce bouscule l'agenda de Hollande](#)
- [François Hollande redoute la victoire de Syriza en Grèce](#)
- [L'Europe et la France soulagées par la victoire de la droite grecque](#)